



Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

Distr. générale
7 novembre 2012

Original: français

Comité des disparitions forcées

Troisième session

Compte rendu analytique de la 29^e séance*

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le lundi 5 novembre 2012, à 10 heures

Président: M. Decaux

Sommaire

Réunion avec les États Membres de l'Organisation des Nations Unies

Réunion avec les organismes et mécanismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les institutions nationales des droits de l'homme

Réunion avec les organisations non gouvernementales et autres parties prenantes

* Il n'a pas été établi de compte rendu pour la 28^e séance.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 10 h 10.

Réunion avec les États Membres de l'Organisation des Nations Unies

1. **Le Président** souhaite la bienvenue aux participants. Il les informe que la ratification de la Convention progresse régulièrement, quoique lentement du fait que ce texte exige une transposition dans divers domaines du droit interne, en matière non seulement pénale mais aussi civile. Il rappelle l'importance des mécanismes prévus aux articles 31 et 32 et invite les États signataires à faire les déclarations qui y sont prévues. Le Comité poursuit ses travaux dans un esprit collégial efficace, en suivant les Directives sur l'indépendance et l'impartialité des membres des organes conventionnels. Soucieux d'assurer la cohérence requise par l'article 28, il a instauré une solide collaboration avec ses partenaires, en particulier le Comité des droits de l'homme dont la riche jurisprudence lui sera très utile. Une méthodologie a été mise au point avec le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires afin de favoriser les synergies, la complémentarité et la transparence.
2. **M. Otani** (Japon) demande si une procédure simplifiée pour la présentation des rapports est envisagée.
3. **Le Président** explique qu'afin d'éviter les retards que connaissent les autres organes conventionnels dans l'examen des rapports périodiques, il a été décidé de demander aux États parties un rapport unique, qui doit être présenté deux ans après la ratification. C'est là une obligation juridique essentielle. Ce rapport sera examiné dans le cadre d'un dialogue constructif. Un suivi adapté et équitable sera assuré, et les États pourront être invités à fournir des informations complémentaires. Des directives précises sur l'établissement des rapports ont été élaborées à l'intention des administrations nationales, qui ne connaissent pas toujours bien les pratiques de l'ONU. L'examen des rapports commencera à la session suivante, en avril 2013. Il faut souhaiter que le Secrétaire général dote le Comité des moyens voulus, conformément à l'article 26 de la Convention.
4. **M. Jordan** (Argentine) se félicite de cette approche car un rapport périodique examiné trop longtemps après son établissement n'est plus d'actualité. Cependant, même lorsqu'ils sont soumis à temps, les rapports sont traduits avec beaucoup de retard.
5. **M. Trapp** (France) et **M. Ould Zahaf** (Mauritanie) assurent le Comité du soutien de leur pays.
6. **M^{me} Pi Cedres** (Uruguay) engage les États parties à reconnaître la compétence du Comité pour l'examen des communications car ce mécanisme complète efficacement la protection offerte par la Convention. Celle-ci est avant tout un outil de prévention. Il est essentiel que le Comité et le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires travaillent de concert, dans les limites de leurs mandats. Il serait intéressant de savoir comment le Comité entend tirer parti, pour l'élaboration de ses méthodes de travail, du processus de réforme des organes conventionnels qui est en cours.
7. **Le Président** dit que les rédacteurs de la Convention se sont inspirés de l'expérience des autres organes conventionnels pour créer un mécanisme novateur. Les délais de traduction ne dépendent pas du Comité, mais celui-ci mettra les rapports des États en ligne, dès leur réception, de sorte qu'ils soient immédiatement disponibles pour la société civile. Toutes les informations utiles pour la présentation des communications sont publiées sur le site Web du Haut-Commissariat. Il est intéressant de noter que ce mécanisme ne vise pas uniquement les cas de disparition forcée; le Comité sera amené à interpréter l'ensemble des obligations des États parties, ce qui produira une jurisprudence originale et d'autant plus utile que la Cour internationale de Justice a recommandé une plus grande cohérence dans la protection des droits de l'homme. En ce qui concerne la collaboration avec les autres organes, il existe une convergence naturelle entre le Comité et le Groupe de travail sur les

disparitions forcées ou involontaires, car tous deux ont des objectifs communs, mais leurs compétences et leurs outils sont différents. S'il y a deux organes, c'est qu'il y a deux responsabilités distinctes. Il faut rappeler que la Convention ne s'applique aux États qu'à compter de son entrée en vigueur à leur égard. Des modalités de coopération ont déjà été convenues. Par exemple, le Groupe de travail informera le Comité sur les pays dont le rapport est à l'examen. Il conviendra aussi de coordonner les visites dans les pays, celles prévues à l'article 33 de la Convention étant différentes de celles qu'effectue le Groupe de travail. Une visite de l'un pourra ainsi faire suite à une visite de l'autre. L'essentiel est de combler ensemble les lacunes, tout en évitant le double emploi. Il importe également que le Comité et le Groupe de travail s'expriment d'une seule voix: leurs recommandations devront toujours se renforcer mutuellement, et ne jamais se contredire. Mais il ne faut pas non plus créer des verrouillages inutiles qui obligeraient à attendre l'avis de l'autre pour agir.

8. **M. Baldow** (Allemagne) demande s'il est prévu de fixer un délai pour les demandes d'action en urgence présentées au titre de l'article 31.

9. **M. Praditsarn** (Thaïlande) suggère que le Comité et le Groupe de travail élaborent ensemble des directives pour déterminer quels cas relèvent de la Convention ou de la Déclaration. Ce serait utile à la fois pour les États et pour les victimes.

10. **Le Président** dit que ce sont les définitions de chaque instrument qui servent de référence. Les actions en urgence sont assez similaires aux appels urgents du Groupe de travail et il faudra donc veiller, là aussi, à ce que ces mécanismes d'alerte précoce ne fassent pas double emploi. Un échange d'informations sera nécessaire, dans les limites permises par l'obligation de confidentialité. Le Groupe de travail a fixé un délai de trois mois pour ses appels urgents, mais le Comité n'en a pas encore établi pour sa propre procédure car il souhaite d'abord mettre celle-ci en pratique. Les mesures provisoires prévues aux articles 30 et 31 peuvent être prises dès que nécessaire. Le Rapporteur chargé des demandes d'action en urgence sera assisté d'un rapporteur adjoint de façon à pouvoir réagir vite à tout moment. Les ajustements voulus se feront en cours de route, qu'il s'agisse des méthodes de travail ou de la collaboration avec les autres organes.

Réunion avec les organismes et mécanismes des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les institutions nationales des droits de l'homme

11. **M. Srinivasa** (Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme – CIC) dit que les organes conventionnels sont indispensables pour les systèmes nationaux de protection des droits de l'homme; et de leur côté les institutions nationales des droits de l'homme peuvent être des partenaires clefs du système des organes conventionnels. En tant qu'entités indépendantes chargées de protéger ou promouvoir les droits de l'homme, ces institutions établissent un pont entre les systèmes nationaux et les systèmes internationaux de protection des droits de l'homme, dans le but de les renforcer sur le terrain. Elles sont une précieuse source d'informations indépendantes et fiables sur la situation des pays; de plus, elles veillent au suivi des recommandations des organes conventionnels en les diffusant et en jouant un rôle de conseil auprès de l'administration et un rôle d'observateur. Le CIC se félicite donc vivement de la volonté du Comité – qui est même inscrite dans son règlement intérieur – de coopérer avec les institutions nationales des droits de l'homme. Il recommande au Comité d'avoir à l'esprit, pour l'élaboration du document sur la coopération avec les institutions nationales des droits de l'homme, le rôle à part entière qu'elles jouent, ainsi qu'il ressort des Principes de Paris, de faire en sorte que ces institutions participent le plus efficacement possible à toutes les étapes des travaux du Comité et de noter que le CIC soutiendra tous les efforts des organes conventionnels visant à rendre le système plus accessible aux acteurs

nationaux. Le CIC continuera à encourager les institutions nationales des droits de l'homme à coopérer avec les organes conventionnels.

12. **Le Président** note que les institutions nationales des droits de l'homme jouent un rôle important d'information en ce qui concerne les ratifications et les réflexions thématiques. La consultation de ces institutions, qui sont le mieux à même de faire des recommandations, est une condition préalable aux travaux visant à développer au sein des comités de bonnes pratiques de coopération avec elles. Le Comité compte sur les institutions nationales, qui jouent un rôle de charnière entre la société civile et les pouvoirs publics, pour veiller à la bonne application de ses observations finales, et les encourage à lui transmettre des informations. Il se peut aussi que les institutions nationales des droits de l'homme aient un rôle à jouer en ce qui concerne les mesures provisoires pour la protection des personnes, des témoins et des sources.

13. **M. Garcé García y Santos** dit que les institutions nationales des droits de l'homme auront aussi un rôle à jouer dans le suivi de l'évolution de la législation des États parties, notamment aux fins de la criminalisation de la disparition forcée.

14. **Le Président** dit que le Comité international de la Croix-Rouge n'a pas pu se faire représenter à la réunion mais a fait parvenir une déclaration dont la Secrétaire du Comité va donner lecture.

15. **M^{me} Bianchi** (Secrétaire du Comité) donne lecture de la déclaration du Comité international de la Croix-Rouge (CICR).

16. Le CICR a activement participé à l'élaboration puis à l'adoption de la Convention pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées qui est venue combler un important vide juridique. Aujourd'hui, tant le droit international des droits de l'homme que le droit international humanitaire prévoient des mécanismes de protection contre la disparition forcée, dont la Convention fait partie. Le CICR encourage autant qu'il le peut les États à ratifier la Convention et à reconnaître la compétence du Comité en vertu des articles 31 et 32. En 2007, le CICR a proposé un ensemble de directives et une loi-type concernant les disparitions, dans le but d'aider les États à compléter leur arsenal législatif dans le domaine; il serait heureux d'en débattre avec le Comité.

17. **Le Président** souligne que le Comité, qui a besoin de l'expérience du CICR, est très sensible au soutien que celui-ci lui montre depuis le début. Il accueille avec satisfaction la proposition du CICR de travailler sur des directives, dans le double cadre juridique du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme.

18. **M. Dumitriu** (Conseil de l'Europe) exprime la volonté du Conseil de l'Europe de travailler avec le Comité à la mise en application de la Convention. Une coopération, qui sera facilitée par la présence depuis peu à Genève d'une délégation permanente du Conseil de l'Europe, peut être instaurée avec le Comité des disparitions forcées sous la forme de rencontres entre leurs membres, de participation aux débats sur les rapports périodiques présentés par les États membres du Conseil de l'Europe ainsi qu'aux débats thématiques, et de travaux communs sur l'élaboration de bonnes pratiques. Le Conseil de l'Europe se caractérise par une grande diversité des systèmes juridiques et a aussi un Commissaire aux droits de l'homme, une Assemblée parlementaire et un organe compétent pour connaître de plaintes de particuliers, la Cour européenne des droits de l'homme. C'est dire qu'une coopération avec le Comité pourrait être enrichissante.

19. **Le Président** souligne l'importance pour le Comité des activités du Conseil de l'Europe, notamment des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme et de l'action du Commissaire aux droits de l'homme, qui a permis de retrouver des personnes portées disparues dans des entités autoproclamées, pendant des conflits armés. Le Comité est sensible au soutien apporté par le Conseil de l'Europe à la campagne de ratification et est

prêt à se rendre à Strasbourg pour mener une activité de sensibilisation et de formation, éventuellement avec l'organisation d'ateliers régionaux ou sous-régionaux. Enfin, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a procédé à une évaluation critique de la Convention avant même que le système ait commencé à fonctionner; il aurait été utile de consulter les membres du Comité qui auraient expliqué les travaux préparatoires et la raison d'être de ce que l'Assemblée parlementaire considère comme des lacunes.

20. **M^{me} Janina** relève que seulement 11 États membres du Conseil de l'Europe ont ratifié la Convention ou y ont adhéré et demande à celui-ci de faire activement campagne en faveur de la ratification.

La séance est suspendue à midi; elle est reprise à 12 h 10.

Réunion avec les organisations non gouvernementales et autres parties prenantes

21. **Le Président** rappelle combien il est important pour le Comité d'entretenir des contacts permanents avec les organisations non gouvernementales, notamment les associations de familles. Elles doivent transmettre officiellement au Comité toute information faisant état de cas de disparition forcée ou de violations graves de la Convention pour lui permettre de déclencher une procédure au titre des articles 30 (action en urgence) ou 31 (examen des communications émanant de particuliers) ou d'effectuer une visite dans le pays concerné en vertu de l'article 33.

22. **M. Zoller** (Genève pour les droits de l'homme) dit que des efforts considérables sont nécessaires pour faire connaître la Convention et le Comité à la société civile. Les ateliers d'information organisés doivent créer une véritable dynamique et comprendre des modules consacrés au droit humanitaire puisque la Convention touche à la fois aux droits de l'homme, au droit humanitaire et au droit pénal. Le Haut-Commissariat devrait mettre à jour la Fiche d'information sur les disparitions forcées ou involontaires (Fiche d'information n° 6/Rev.3), accorder au Comité un rang de priorité plus élevé, reconnaître l'importance de ses travaux et le doter des ressources nécessaires pour s'acquitter efficacement de son mandat comme prévu au paragraphe 7 de l'article 26 de la Convention.

23. **Le Président** dit que le Haut-Commissariat des droits de l'homme a entamé la quatrième révision de la Fiche d'information n° 6 et que le Comité s'efforce quant à lui de tenir son site Web à jour. Dans le cadre de leur réunion conjointe, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et le Comité ont élaboré à titre pédagogique un tableau comparatif de leurs différentes procédures. Dès que le Comité examinera les rapports des États parties, ses séances publiques seront retransmises en direct sur le Web. Pour ce qui est des moyens mis à la disposition du Comité, deux sessions de dix jours ouvrables sont prévues en 2013, mais le Comité devra peut-être demander une session ou des séances supplémentaires s'il doit examiner de nombreux rapports. Le cycle budgétaire biennal manque de souplesse, mais des crédits réservés peuvent être débloqués rapidement en cas de visite d'urgence dans un pays au titre de l'article 33 de la Convention ou si le Comité doit tenir une session extraordinaire pour engager une procédure au titre de l'article 34. Des obstacles administratifs risquent de freiner les travaux du Comité, mais son secrétariat s'efforcera de les surmonter.

24. **M^{me} Crottaz** (Alkarama) demande quels sont les moyens mis en œuvre pour promouvoir la ratification de la Convention dans les pays arabes et si l'examen des rapports initiaux débutera en 2013 comme prévu.

25. **Le Président** répond que des efforts sont déployés sur le terrain, notamment en Iraq, pour encourager la ratification dans les pays arabes et signale que la Tunisie a récemment ratifié la Convention. Il faudrait organiser des séminaires de sensibilisation et d'information au niveau régional ou sous-régional. Les 21 États qui ont ratifié la Convention en 2010 doivent soumettre leur rapport initial en décembre 2012. Un retard de quelques mois est

tolérable dans certaines circonstances, mais si les États parties ne respectent pas leurs obligations, le Comité ne manquera pas de réagir, notamment en appliquant l'article 33 de la Convention.

26. **M. Hazan** rappelle que l'article 50 du règlement intérieur provisoire du Comité établit la marche à suivre en cas de non-soumission des rapports que les États parties doivent présenter en application de l'article 29 de la Convention.

27. **M. Al-Obaidi** fait observer que la plupart des pays arabes qui ont ratifié la Convention, notamment l'Iraq, la Mauritanie et la Tunisie, sont entrés dans une période de changement. D'autres pays nient l'existence même du crime de disparition forcée. Dans le cas de l'Iraq, une grande partie de la population ne comprend pas la notion de disparition forcée qu'elle assimile à une violation du droit à la vie. M. Al-Obaidi se tient à la disposition du Comité pour organiser des campagnes de sensibilisation dans le monde arabe.

28. **M. Huhle** dit que les membres du Comité doivent encourager la tenue de conférences régionales destinées à promouvoir la ratification de la Convention, mais que ni leur mandat ni les moyens dont ils disposent ne leur permettent d'organiser eux-mêmes de telles manifestations.

29. **M. Yakushiiji** appelle l'attention des membres du Comité sur le fait que le Japon doit consacrer des ressources et un temps considérables à la traduction des documents nécessaires à l'élaboration de son rapport au Comité.

30. **M. Zoller** (Genève pour les droits de l'homme) demande s'il est prévu que les familles de victimes de disparition forcée participent aux séances du Comité.

31. **Le Président** dit que la participation des familles de victimes est essentielle. Le Comité annoncera dès que possible sur son site Web la date à laquelle sera examiné chaque rapport de pays. Les organisations non gouvernementales et les associations de familles de victimes peuvent également contribuer aux travaux du Comité par le biais de documents écrits. Cette participation pourrait être financée par un fonds pour les victimes de disparition forcée.

32. **M. Agbetse** (Bureau international catholique de l'enfance) demande s'il est prévu d'établir un calendrier pour éviter tout retard dans la présentation des rapports par les États parties et si le Comité prévoit de collaborer avec les procédures spéciales qui s'occupent de la traite des êtres humains, notamment des enfants.

33. **Le Président** dit que le Comité examinera les rapports des États parties dans leur ordre d'arrivée, en commençant par les quatre premiers à sa prochaine session. Concernant les liens entre disparition forcée et traite des enfants, le Comité entend poursuivre sa réflexion sur cette question complexe en veillant à ne pas diluer la définition des disparitions forcées. Tout État doit assurer la sécurité de ses ressortissants à commencer par les groupes vulnérables. On peut donc envisager d'établir des obligations d'enquête et de protection dès qu'une personne est portée disparue. Dans le cas des enfants, qui n'ont pas de pièce d'identité, ces enquêtes sont particulièrement difficiles.

La séance est levée à 13 heures.